

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Introduction : l'école du juge</b> .....	9
<b>I. La liberté d'organiser une école</b> .....	21
<b>I.1. La liberté de déterminer sa tendance philosophique et religieuse</b> .....	21
<b>C. const., arrêt n° 18/1993 du 4 mars 1993</b>	
Liberté d'enseignement – Droit au subventionnement pour l'enseignement de la religion – Limitation des subventions aux cultes reconnus – Intervention des instances du culte – Autonomie doctrinale et organisationnelle des cultes – Égalité dans l'enseignement – Traitement identique des cultes – Spécificité du culte protestant – Instance compétente pour l'enseignement de la religion dans l'enseignement officiel et dans l'enseignement libre	
Extrait .....	21
<b>C. const., arrêt n° 42/1995 du 6 juin 1995</b>	
Liberté d'enseignement – Enseignement d'une des religions reconnues et celui de la morale non confessionnelle – Droit d'organiser un autre cours philosophique	
Extrait .....	24
<b>C. const., arrêt n° 19/1998 du 18 février 1998</b>	
Liberté d'enseignement – Droit au subventionnement – Objectifs de développement et objectifs finaux – Valeurs et conceptions de ces objectifs – Neutralité des autorités sur le plan philosophique, idéologique et religieux	
Extrait .....	25

**C. const., arrêt n° 131/2003 du 8 octobre 2003**

Droit à l'inscription – Liberté d'enseignement – Liberté de choix des parents – Conditions de financement ou de subventionnement – Relation contractuelle entre l'école libre et l'élève – Refus d'inscription – Avis de la Commission des droits de l'élève

Extrait .....	29
Observations.....	32
<i>A. La liberté de déterminer sa tendance philosophique ou religieuse dans la Constitution .....</i>	<i>33</i>
<i>B. Coloration philosophique autonome de l'enseignement libre, notamment dans l'instruction philosophique .....</i>	<i>36</i>
<i>C. Liberté et soutien : les modèles de financement et les limitations à la liberté qu'ils entraînent .....</i>	<i>41</i>
<i>D. Le droit à la pérennité des minorités philosophiques, un intérêt collectif.....</i>	<i>42</i>
<b>I.2. La liberté pédagogique .....</b>	<b>45</b>

**C. const., arrêt n° 49/2001 du 18 avril 2001**

Socles de compétences dans l'enseignement – Liberté d'enseignement – Subventions – Liberté pédagogique

Extrait .....	45
Observations.....	49
<i>A. Par-delà les caractères : le droit à l'autodétermination éducative .....</i>	<i>49</i>
<i>B. La liberté de déterminer les contenus et méthodes pédagogiques .....</i>	<i>50</i>
<i>C. La liberté d'évaluer .....</i>	<i>56</i>
<b>I.3. La liberté en matière de politique du personnel face à l'égalité de traitement .....</b>	<b>59</b>

**C. const., arrêt n° 38/96 du 27 juin 1996**

Égalité dans l'enseignement – Différence entre les statuts des membres du personnel de l'enseignement – Suspension préventive – Différence objective entre les membres du personnel de l'enseignement communautaire et ceux de l'enseignement subventionné

Extrait .....	59
---------------	----

**C. const., arrêt n° 85/99 du 15 juillet 1999**

Égalité dans l'enseignement – Liberté d'enseignement – Cessation définitive de fonction d'un membre du personnel – Qualité de l'enseignement de la Communauté

Extrait ..... 60

**C. const., arrêt n° 106/2010 du 30 septembre 2010**

Statut du personnel – Nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement – Règle de priorité – Personnes nommées définitivement à temps partiel – Liberté de l'enseignement

Extrait ..... 61

**C. const., arrêt n° 174/2011 du 30 septembre 2010**

Statut des directeurs – Accès au stage – Égalité dans l'enseignement – Ancienneté acquise dans l'enseignement subventionné – Ancienneté acquise au sein d'un autre pouvoir organisateur officiel subventionné – Égal accès aux emplois publics – Neutralité de l'enseignement

Extrait ..... 64

Observations..... 66

*A. Le statut du personnel de l'école libre : jusqu'où peut-on aller dans l'uniformisation ?* ..... 70

*B. Mobilité du personnel par-delà les réseaux* ..... 73

**I.4. Le droit de tendance des pouvoirs organisateurs..... 78**

**C.E., arrêt n° 25.995 du 20 décembre 1985, Van Peteghem**

Liberté d'enseignement – Liberté de religion – Droit au respect de la vie privée – Incidence pédagogique d'un mariage – Professeur de religion – Comportement conforme aux préceptes d'une religion et aux principes du libre examen

Extrait ..... 78

**C.E., arrêt n° 210.000 du 21 décembre 2010**

Égalité et non-discrimination – Droit de manifester ses convictions religieuses – Enseignement officiel – Neutralité comme concept philosophique – Application de l'article 11 du décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination

Extrait ..... 80

Observations..... 83

    A. *L'enseignement officiel est-il une entreprise de tendance ?* ..... 88

    B. *Quelle loyauté peut exiger une entreprise de tendance de ses employés ?* ..... 93

        1. *L'exigence professionnelle essentielle à l'embauche* ..... 95

        2. *L'attitude de bonne foi et de loyauté dans la relation de travail* ..... 96

I.5. La liberté contractuelle et le contrôle juridictionnel sur les actes des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre ..... 98

**Cass., 6 septembre 2002, R.G. n° C.01.0382.N.**

Compétence du Conseil d'État – Autorité administrative – Institutions créées par des personnes privées mais agréées par les pouvoirs publics – Exercice de l'autorité publique – Établissement d'enseignement libre – Motivation de l'arrêt du Conseil d'État

Extrait ..... 98

**C. const., arrêt n° 66/99 du 17 juin 1999**

Articles 10, 11 et 24 de la Constitution et principe d'égalité – Relation de travail statutaire dans l'enseignement officiel et relation de travail contractuelle dans l'enseignement libre – Différence objective des pouvoirs organisateurs – Égalité en matière d'enseignement et liberté en matière d'enseignement – Compétence du Conseil d'État et compétence des juridictions judiciaires

Extrait ..... 99

**C. const., arrêt n° 41/2003 du 9 avril 2003**

Articles 10, 11 et 24 de la Constitution et principe d'égalité – Autorité administrative – Commission de délivrance des attestations pour les études de science dentaire constituées au sein des établissements d'enseignement libre – Différence objective des pouvoirs organisateurs – Compétence du Conseil d'État et compétence des juridictions judiciaires – Interprétation conciliante

Extrait ..... 101

**C.E., 20 octobre 1999, Alloule, n° 82.983**

Compétence du Conseil d'État – Autorité administrative – Décision d'échec dans l'enseignement libre – Conseil de recours pour l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice de caractère confessionnel

Extrait ..... 103

**C.E., 7 novembre 2003, *Meulenijzer*, n° 125.239**

Compétence du Conseil d'État – Autorité administrative – Décision d'échec dans l'enseignement libre – Conseil de classe – Mission de service public – Décision obligatoire à l'égard des tiers

Extrait .....	103
Observations.....	104
<i>A. Le contrôle juridictionnel sur les actes des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre à l'égard de leur personnel .....</i>	<i>107</i>
<i>B. Le contrôle juridictionnel sur les actes des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre à l'égard des étudiants .....</i>	<i>114</i>

**II. Le libre choix..... 121**

**II.1. Le libre choix de l'école..... 121**

**C. const., arrêt n° 4/2011 du 13 janvier 2011**

Communauté française – Enseignement secondaire – Inscription – 1. Pourcentage de places réservé aux élèves ayant un indice socio-économique faible – Critère – 2. Priorité – Parent exerçant une fonction dans l'établissement scolaire – 3. Classement des demandes surnuméraires – Indice composite – a. Facteurs de calcul – i. Distance entre l'école primaire d'origine et le domicile – Entrée en vigueur – ii. Distance entre l'établissement secondaire choisi et le domicile – iii. Distance entre l'école primaire d'origine et l'établissement secondaire choisi – Prise en compte des établissements appartenant au même réseau – iv. Poursuite de l'enseignement en immersion – b. Mode de calcul des distances – Distance à vol d'oiseau – c. Départage en cas d'indices composites équivalents – Indice socio-économique du quartier d'origine. d. Droits et libertés – Liberté de l'enseignement – Libre choix des parents

Extrait .....	121
---------------	-----

**C. const., arrêt n° 119/2008 du 31 juillet 2008**

Enseignement obligatoire – Inscription – Changement d'école – Motifs admissibles – Appréciation

Extrait .....	125
---------------	-----

Observations.....	126
<i>A. Le droit à l’inscription dans l’école de son choix et ses limites matérielles et juridiques</i> .....	127
<i>B. La procédure d’inscription dans le 1<sup>er</sup> degré de l’enseignement secondaire</i> .....	132
<b>II.2. Le droit de recevoir l’enseignement dans la langue de son choix</b> .....	142
<b>Cour eur. D.H. (gde ch.), arrêt <i>Catan et autres c. République de Moldova et Russie</i> du 19 octobre 2012</b>	
Convention européenne des droits de l’homme – Article 2 du Premier protocole additionnel – Droit à l’instruction – Article 8 – Droit au respect de la vie privée et familiale – Langue de l’enseignement – Interdiction de l’usage de l’alphabet latin – Violation	
Extrait .....	142
Observations.....	145
<i>A. L’arrêt et ses rétroactes</i> .....	146
<i>B. De l’Affaire linguistique à l’arrêt Catan : les aspects linguistiques du droit à l’instruction</i> .....	147
<i>C. L’article 8 de la Convention comme fondement d’un « droit à l’enseignement dans la langue de son choix » ?</i> .....	151
<b>III. La liberté des enseignants</b> .....	153
<b>III.1. La Liberté académique</b> .....	153
<b>C. const., arrêt n° 167/2005 du 23 novembre 2005</b>	
Enseignement universitaire – Liberté académique – Liberté d’expression – Attribution, renouvellement ou modification des charges d’enseignement – Détitularisation – Indépendance des enseignants	
Extrait .....	153
Observations.....	158
<i>A. Les prolongements de l’arrêt n° 167/2005 : et les universités libres ?</i> .....	161

<i>B. Liberté académique et responsabilité pénale</i> .....	164
<i>C. Liberté académique et responsabilité civile</i> .....	165
<i>D. La liberté académique et la Cour européenne des droits de l'homme</i> .....	165
<i>E. La liberté académique, la déontologie et le marché</i> .....	166

### III.2. Le droit à la vie privée et le droit à la liberté d'expression des enseignants face aux contraintes de l'organisation du service..... 169

#### **C.E., arrêt n° 76.714 du 28 octobre 1998, Collard**

Enseignement officiel subventionné – Refus de nomination – Liberté d'expression – Engagement vis-à-vis de l'enseignement officiel

Extrait .....	169
---------------	-----

#### **C.E., arrêt n° 91.625 du 13 décembre 2000, Tierentijn**

Enseignement officiel subventionné – Évaluation des enseignants – Liberté des parents dans le choix de l'école de leurs enfants – Engagement vis-à-vis de l'enseignement officiel

Extrait .....	169
---------------	-----

Observations.....	170
-------------------	-----

<i>A. Le droit au respect de la vie privée</i> .....	172
--	-----

<i>B. La liberté d'expression</i> .....	177
---	-----

## IV. Le principe de neutralité..... 193

### IV.1. La neutralité de l'enseignement officiel..... 193

#### **Cour eur. D.H. (gde ch.), arrêt *Lautsi c. Italie* du 18 mars 2011**

Respect des convictions religieuses et philosophiques des parents – Devoir de neutralité et d'impartialité de l'État – Informations et connaissances diffusées de manière objective, critique et pluraliste – Interdiction de l'endoctrinement – Présence de crucifix dans les salles de classe des écoles publiques – Symbole passif – Marge d'appréciation de l'État

Extrait .....	193
---------------	-----

**Comité des droits de l'homme, comm. n° 1852/2008, constatations  
du 1<sup>er</sup> novembre 2012, *Bikramjit Singh c. France***

Liberté de manifester sa religion – Laïcité de l'État et neutralité de l'enseignement public – Respect de l'ordre et de la paix dans les établissements scolaires – Port du turban – Proportionnalité de l'exclusion définitive d'un établissement scolaire

Extrait ..... 199

**C.E. (assemblée générale), 21 décembre 2010, n° 210.000**

Neutralité de l'État belge – Liberté de manifester ses convictions religieuses – Port de signe ostensible religieux, politique ou philosophique – Définition décrétales de la neutralité – Légalité au sens formel et au sens matériel – Proportionnalité

Extrait ..... 201

**C. const., arrêt n° 40/2011 du 15 mars 2011**

Conseil de l'enseignement de la Communauté flamande – Déclaration de neutralité – Interdiction générale et de principe de porter des signes religieux et philosophiques visibles – Mesure d'ordre intérieur – Principe de légalité – Neutralité de l'enseignement communautaire

Extrait ..... 208

Observations..... 214

*A. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme .....216*

*B. La neutralité de l'enseignement en droit belge : cadre général .....224*

*C. La neutralité et les obligations des enseignants ..... 229*

*D. La question du port de signes religieux par des élèves ..... 236*

**IV.2. Le choix entre l'enseignement d'une des religions  
reconnues et celui de la morale non confessionnelle..... 242**

**Cour eur. D.H. du 29 juin 2007, *Folgerø et autres c. Norvège***

Droit des parents au respect de leurs convictions religieuses et philosophiques – Informations ou connaissances diffusées de manière objective, critique et pluralité – Cours de religion – Absence de droit pour les parents de laisser leurs enfants dans l'ignorance en matière de religion et de philosophie – Déséquilibre entre l'enseignement du christianisme et celui des autres religions – Mécanisme de dispense partielle motivée – Interprétation de l'article 2 du Protocole n° 1 à la lumière des articles 8 et 9 de la Convention

Extrait ..... 242



**C. const., arrêt n° 34/2015 du 12 mars 2015**

Liberté de religion – Cours de religion ou de morale non confessionnelle – Caractère obligatoire – Morale inspirée du libre examen – Article 181 de la Constitution – Égalité entre les communautés religieuses et non confessionnelle – Titulaires des cours de morale non astreints à la neutralité – Exigence d'une dispense non motivée

Extrait .....	250
Observations.....	255
<i>A. Le régime de la loi du Pacte scolaire, d'un cours obligatoire vers une possibilité de dispense .....</i>	256
<i>B. Une consécration constitutionnelle ambiguë .....</i>	259
<i>C. Les communautés se déterminent face au cadre fixé par Strasbourg.....</i>	262
<i>D. Face à l'inertie du politique, l'activisme judiciaire fait table rase .....</i>	271
<i>E. Dispense, cours de rien, cours de citoyenneté, autres recours ? .....</i>	277

**IV.3. Le contrôle du respect des droits fondamentaux dans les enseignements dispensés ..... 281**

**C. const., arrêt n° 45/96 du 12 juillet 1996**

Liberté d'enseignement et interdiction des mesures préventives – Neutralité de l'enseignement de la Communauté – Répression du révisionnisme – Propos qui constituent une menace pour la démocratie

Extrait .....	281
---------------	-----

**C. const., arrêt n° 19/98 du 18 février 1998**

Liberté d'enseignement – Objectifs développement et objectifs finaux – Neutralité des autorités sur le plan philosophique, idéologique et religieux – Neutralité dans l'organisation de l'enseignement communautaire et dans la politique en matière de subventionnement – Objectifs minimaux – Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – Convention internationale relative aux droits de l'enfant

Extrait .....	282
Observations.....	284
<i>A. La neutralité et les valeurs .....</i>	287
<i>B. La liberté d'enseignement et l'imposition de valeurs.....</i>	298

**V. Le droit à l'enseignement..... 303**

**V.1. L'obligation scolaire..... 303**

**Cour eur. D.H., req. n° 35504/03, décision *Fritz Konrad et autres c. Allemagne* du 11 septembre 2006**

Droit à l'instruction – Respect des convictions religieuses et philosophiques des parents – Scolarité obligatoire – Neutralité religieuse de l'État – Éducation à domicile – Article 2 du Premier protocole à la CEDH

Extrait ..... 303

**C. const., arrêt n° 107/2009 du 9 juillet 2009**

Liberté d'enseignement – Libre choix de la forme d'enseignement – Liberté d'expression – Droits de l'enfant – Droit à l'éducation – Enseignement à domicile – Obligation d'inscription dans un établissement organisé ou subventionné par la Communauté – Contrôle du niveau d'études – Échec aux épreuves de certification

Extrait ..... 305

Observations..... 316

*A. La liberté de choix n'est pas la liberté de l'abstinence..... 319*

*B. La liberté de l'enseignement n'est pas la liberté de l'ignorance ..... 323*

**V.2. Le statut disciplinaire des élèves..... 331**

**Cour eur. D.H., arrêt *Ali c. Royaume-Uni* du 11 janvier 2011**

Exclusion – Droit à l'instruction – Premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (art. 2) – But légitime – Mesure préventive et non disciplinaire – Légalité et prévisibilité – Irrégularités procédurales – Proportionnalité – Niveau de l'enseignement alternatif proposé – Comportement de l'élève et de ses parents

Extrait ..... 331

**Cour eur. D.H., arrêt *Velyo Velev c. Bulgarie* du 27 mai 2014**

Refus d'accès à l'enseignement – Droit à l'instruction – Premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (art. 2) – Enseignement en prison – Institution d'enseignement préexistante – Refus d'accès à un détenu en détention provisoire – Légalité et prévisibilité – Refus des restrictions arbitraires et déraisonnables

Extrait ..... 333

Observations.....	334
<i>A. L'exclusion scolaire, à des fins disciplinaires ou de sauvegarde de l'ordre au sein de l'établissement, est légitime.....</i>	337
<i>B. L'exclusion scolaire peut s'avérer prévisible, même lorsqu'elle est illégale.....</i>	340
<i>C. L'exclusion scolaire doit laisser place à un enseignement alternatif adéquat.....</i>	343
<b>V.3. Le droit à l'inscription et le refus d'inscription.....</b>	<b>349</b>
<b>C. const., arrêt n° 11/1996 du 8 février 1996</b>	
Enseignement universitaire – Refus d'inscription – Décision motivée des autorités universitaires – Critères établis par le législateur	
Extrait .....	349
<b>C. const., arrêt n° 35/98 du 1<sup>er</sup> avril 1998</b>	
Enseignement supérieur – Étudiants non finançables – Possibilité de refus d'inscription – Conditions liées à la réussite scolaire	
Extrait .....	349
<b>C. const., arrêt n° 131/2003 du 8 octobre 2003</b>	
Communauté flamande – Enseignement fondamental et enseignement secondaire – Droit d'inscription <i>vs</i> liberté d'enseignement	
Extrait .....	350
<b>C.E., arrêt n° 185.150 du 3 juillet 2008</b>	
Conseil d'État – Enseignement supérieur – Établissements libres – Notion d'autorité administrative – Admission et valorisation des acquis – Pouvoir d'appréciation des jurys – Pas d'effet à l'égard des tiers	
Extrait .....	351
Observations.....	353
<i>A. Les refus d'inscription dans l'enseignement obligatoire.....</i>	353
<i>B. Refus d'inscription dans l'enseignement supérieur .....</i>	358

V.4. La gratuité de l’enseignement obligatoire .....	364
<b>Arrêt à venir ?</b>	
Observations.....	364
A. Une obligation internationale .....	366
1. La gratuité dans le droit de l’ONU .....	366
1.1. L’enseignement primaire doit être immédiatement gratuit .....	366
2. La gratuité dans le droit européen .....	370
B. Une Constitution timorée mais driblée par l’arbitre .....	374
C. Une législation de reculade en renoncement .....	376
V.5. Les droits d’inscription dans l’enseignement supérieur.....	382
<b>C. const., arrêt n° 28/2007 du 21 février 2007</b>	
Enseignement supérieur non universitaire – Accès – Droits complémentaires et frais afférents aux biens et services – Constitution (art. 24, § 3) et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 2 et 13.2.c) – <i>Standstill</i> – Proportionnalité – Non-violation	
Extrait .....	382
<b>C. const., arrêt n° 56/2008 du 19 mars 2008</b>	
Enseignement supérieur non universitaire – Accès – Droits complémentaires et frais afférents aux biens et services – Constitution (art. 24, § 3) et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 2 et 13.2.c) – <i>Standstill</i> – Proportionnalité – Non-violation	
Extrait .....	386
<b>C. const., arrêt n° 53/2013 du 18 avril 2013</b>	
Enseignement supérieur – Accès – Supports de cours – Constitution (art. 24, § 3) et Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (art. 2 et 13.2.c) – <i>Standstill</i> – Absence de protection légale au moment de l’entrée en vigueur du pacte – Non-violation	
Extrait .....	388
Observations.....	390
A. L’accès en pleine égalité à l’enseignement supérieur : suffit-il de pouvoir franchir la porte ? .....	393

<i>B. La relativité de l'obligation de standstill</i> .....	398
<i>C. Point fixe ou point mobile ?</i> .....	401
<i>D. La nécessité d'une correcte identification de la norme de base</i> .....	404
<i>E. Légalité ou effectivité ?</i> .....	405

**V.6. Les filtres académiques à l'accès à l'enseignement supérieur** ..... 411

**C. const., arrêt n° 2/2014 du 21 février 2014**

Droit public – Enseignement – Communauté française – Universités – Orientation – Médecine – Accès à la deuxième année de bachelier en médecine – Droits et libertés – 1. Droit à l'enseignement – 2. Égalité d'accès à l'enseignement – Limites fixées par la réglementation fédérale – Absence de violation

Extrait .....	411
---------------	-----

**Cour eur. D.H., arrêt *Tarantino et autres c. Italie* du 2 avril 2013**

Enseignement – Universités publiques et privées – Examen d'entrée et *numerus clausus* – Droits et libertés – Article 2 du Protocole n° 1 à la CEDH – Droit à l'instruction – Accès aux établissements existants – Limitations implicites – Considérations liées aux ressources – Besoin de la société pour une profession particulière – Absence de violation

Extrait .....	416
---------------	-----

Observations.....	420
-------------------	-----

<i>A. L'accès à l'enseignement supérieur en tant que droit fondamental : les textes</i> .....	420
<i>B. Les capacités des étudiants et le numerus clausus : l'arrêt n° 2/2014 met fin aux hésitations de la jurisprudence</i> .....	422
<i>C. Le numerus clausus justifié ?</i> .....	428
<i>D. L'instauration d'un numerus clausus et l'obligation de standstill</i> .....	431

**VI. L'égalité entre élèves et entre étudiants** ..... 439

**VI.1. Les discriminations indirectes dans la jouissance du droit à l'instruction** ..... 439

**Cour eur. D.H. (gde ch.), arrêt *D.H. et autres c. République tchèque*  
du 13 novembre 2007**

Égalité et non-discrimination – Scolarisation des enfants roms dans des écoles spéciales – Discrimination indirecte – Moyen de preuve – Présomption réfragable de discrimination – Justification objective et raisonnable – Besoins particuliers des enfants d’origine rom – Fiabilité des tests d’orientation – Impossibilité de renoncer au droit de ne pas être discriminé pour des motifs ethniques – Ségrégation scolaire

Extrait .....	439
Observations.....	448
<i>A. L’arrêt D.H. et autres : surreprésentation d’une minorité ethnique dans l’enseignement spécial.....</i>	450
<i>B. L’arrêt Oršuš et autres : des classes séparées dans les écoles ordinaires.....</i>	455
<i>C. L’arrêt Lavida et autres : une école ordinaire fréquentée exclusivement par des enfants d’une même origine ethnique ....</i>	459
<i>D. Quelles implications pour la Communauté française de Belgique ?.....</i>	461

**VI.2. L’accès à l’enseignement supérieur pour les étudiants non-résidents.....** 466

**C.J.U.E. (gde ch.), arrêt *Bressol et autres* du 13 avril 2010, C-73/08**

Citoyenneté de l’Union – Articles 18 et 21 TFUE – Directive 2004/38/CE – Article 24, paragraphe 1<sup>er</sup> – Liberté de séjour – Principe de non-discrimination – Accès à l’enseignement supérieur – Étudiants ressortissants d’un État membre se rendant dans un autre État membre pour y suivre une formation – Contingentement des inscriptions d’étudiants non résidents à des formations universitaires dans le domaine de la santé publique – Justification – Proportionnalité – Risque pour la qualité de l’enseignement des matières médicales et paramédicales – Risque de pénurie de diplômés dans les secteurs professionnels de la santé publique

Extrait .....	466
Observations.....	476
<i>A. L’Union européenne et l’éducation .....</i>	478
<i>B. La législation de la Communauté française en cause : le décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d’étudiants dans certains cursus de premier cycle de l’enseignement supérieur.....</i>	481

*C. L'annulation partielle du décret litigieux par la Cour constitutionnelle* ..... 487

*D. Comment concilier les objectifs de la libre circulation des étudiants et le développement d'une éducation de qualité ?*..... 488

**VI.3. Le contrôle des décisions des jurys et ses limites**..... 491

**C.E., arrêt n° 175.489 du 9 octobre 2007, Erkan**

Jury d'examen – Université – Décret « Bologne » – Étendue du pouvoir d'appréciation du jury – Réussite automatique et réussite après délibération – Pratique constante du jury dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation – Égalité et non-discrimination – Motivation formelle par les notes

Extrait ..... 491

**C.E., arrêt n° 228.416 du 19 septembre 2014, Qoraichi**

Conseil de recours – Motivation formelle – Motivation par référence aux résultats – Recours externe dans l'enseignement secondaire – Obligation de répondre aux moyens essentiels – Appréciation raisonnable

Extrait ..... 491

**C.E., arrêt n° 232.424 du 2 octobre 2015, Verdel**

Jury d'examen – Haute école – Décret « paysage » – Unités d'enseignement – Modification du mode d'évaluation et de pondération – Réussite automatique – Pouvoir souverain du jury – Déficit acceptable

Extrait ..... 493

Observations..... 496

*A. L'évaluation des compétences de l'élève ou de l'étudiant par le conseil de classe ou le jury* ..... 497

*1. Dans l'enseignement secondaire* ..... 497

*2. Dans l'enseignement supérieur* ..... 500

*B. L'organisation du contrôle des décisions des conseils de classe et des jurys* ..... 503

*1. La phase administrative* ..... 503

*2. La phase juridictionnelle*..... 506

*C. Les traits majeurs du contrôle juridictionnel des décisions d'évaluation des compétences des élèves et étudiants* ..... 509

*1. La large marge d'appréciation des jurys et conseils de classe*..... 509

2. *La motivation formelle des décisions d'évaluation*..... 516

**VI.4. Le droit à l'aide sociale des élèves et des étudiants.... 521**

**Cass. (3<sup>e</sup> ch.), 22 septembre 2008**

Droit à l'intégration sociale – Conditions d'octroi – Disposition à travailler – Dispense pour raisons d'équité – Études

Extrait ..... 521

Observations..... 521

*A. Le droit à l'intégration sociale* ..... 524

*1. La condition d'âge*..... 525

*2. La condition de disposition au travail et la poursuite d'études* ..... 527

*3. L'obligation de faire valoir ses droits* ..... 533

*B. L'aide sociale au sens strict* ..... 534

*C. Le CPAS territorialement compétent à l'égard de l'étudiant*..... 535

**VII. L'égalité entre enseignants**..... 539

VII.1. Les procédures de désignation et de nomination ..... 539

**C. const., arrêt n° 73/2002 du 23 avril 2002**

Personnel enseignant – Statut – Enseignement officiel subventionné – Ancienneté – 1. Calcul – 2. Réglementation de la priorité

Extrait ..... 539

**C. const., arrêt n° 174/2011 du 10 novembre 2011**

Personnel enseignant – Statut – Enseignement officiel subventionné – Ancienneté – 1. Calcul – 2. Réglementation de la priorité

Extrait ..... 541

**C.E., arrêt n° 224.617 du 13 septembre 2013, Carlier**

Fonction de sélection – Épreuve de sélection – Contenu de l'épreuve – Pouvoirs du Gouvernement – Principe d'égal accès aux fonctions publiques

Extrait ..... 545



Observations.....	546
<i>A. Les fonctions de recrutement</i> .....	547
<i>B. Les fonctions de sélection et de promotion</i> .....	555
<b>VII.2. Le statut des professeurs de religion et de morale dans l'enseignement officiel.....</b>	<b>563</b>
<b>C.E., arrêt n° 16.993 du 29 avril 1975, <i>Van Grembergen</i></b>	
Liberté de culte – Désignation du professeur de religion – Intervention de l'organe ecclésiastique – Exigence de qualité et d'authenticité de l'enseignement religieux	
Extrait .....	563
<b>C.E., arrêt n° 72.282 du 6 mars 1998, <i>Bouillon</i></b>	
Information judiciaire à l'encontre d'enseignants de cours de religion – Écartement provisoire – Décision de l'organe de culte de réintégrer l'intéressé dans ses activités pastorales – Effet de cette décision sur celle d'écarter l'intéressé de ses fonctions enseignantes	
Extrait .....	565
<b>Cour eur. D.H. (gde ch.), arrêt <i>Fernández Martinez c. Espagne</i> du 12 juin 2014</b>	
Autonomie des communautés religieuses – Liberté de religion – Dissidence à l'intérieur d'une religion – Devoir de loyauté du personnel – Essence du droit à la vie privée et familiale	
Extrait .....	567
<b>C.E., arrêt n° 232.344 du 25 septembre 2015, <i>Yildirim</i></b>	
Neutralité de l'enseignement officiel – Port de signe ostentatoire d'appartenance religieuse ou philosophique – Statut des titulaires des cours de religion et de morale non confessionnelle – Manifestation de la conviction de ces professeurs dans l'exercice de leurs fonctions	
Extrait .....	569
Observations.....	570
<i>A. L'autonomie des cultes et la désignation des enseignants des cours philosophiques</i> .....	572

<i>B. L'expression par les enseignants des cours philosophiques de leurs convictions</i> .....	583
<i>C. L'attribution de cours généraux à un professeur de religion ou de morale</i> .....	585
<b>VII.3. Le statut disciplinaire des membres du personnel de l'enseignement</b> .....	590
<b>C.E., arrêt n° 184.728 du 25 juin 2008, <i>Detinne</i></b> Procédure disciplinaire – Sanction – Contrôle marginal du Conseil d'État Extrait .....	590
<b>C.E., arrêt n° 215.346 du 27 septembre 2011, <i>Hubert</i></b> Procédure disciplinaire – Remise en cause de l'autorité – Motivation – Avis de la chambre de recours – Caractère disciplinaire des faits reprochés – Contrôle marginal du Conseil d'État Extrait .....	590
Observations.....	591
<i>A. Les procédures disciplinaires</i> .....	592
<i>B. Les infractions disciplinaires et leur répression</i> .....	598
<b>VII.4. La présomption d'innocence et la suspension préventive des enseignants</b> .....	605
<b>C. const., arrêt n° 2/2000 du 19 janvier 2000</b> Enseignement – Communauté française – Statut administratif et pécuniaire du personnel – Sanctions disciplinaires – Mesures automatiques consécutives à une inculpation ou à une mise en prévention – Suspension préventive Extrait .....	605
<b>C.E., arrêt n° 196.107 du 16 septembre 2009</b> Enseignement – Communauté française – Saisine du juge d'instruction – Suspension préventive – Présomption d'innocence – Droit effectif au juge Extrait .....	606
Observation .....	607
<i>A. Protection des élèves et présomption d'innocence de l'enseignant, les deux éléments en tension lors du prononcé d'une suspension préventive</i> .....	610

*B. Présomption d'innocence de l'enseignant, point de jonction  
entre procédure disciplinaire et procédure pénale.....* 614

**VIII. L'égalité entre établissements.....** 619

**VIII.1. Le droit au subventionnement et l'égalité  
en matière de financement .....** 619

**C. const., arrêt n° 25/92 du 2 avril 1992**

Liberté d'enseignement – Droit au subventionnement – Limites – Libre choix  
des parents

Extrait ..... 619

**C. const., arrêt n° 23/95 du 2 mars 1995**

Répartition des compétences – Réserve à l'autorité fédérale de « ce qui a  
trait à la paix scolaire » – Équilibres du Pacte scolaire – Égalité dans l'ensei-  
gnement – Différences objectives justifiant un traitement approprié – Service  
public organique et fonctionnel – Différence de financement des internats

Extrait ..... 620

**C. const., arrêt n° 73/2012 du 12 juin 2012**

Égalité et non-discrimination – Financement des établissements scolaires –  
Politique d'encadrement différencié – Prise en compte de l'indice socio-éco-  
nomique des établissements – Limitation des moyens alloués aux implantations  
scolaires des classes 13 à 19 – Mode de calcul de l'indice socio-économique

Extrait ..... 622

Observations..... 624

*A. L'effectivité de la liberté d'enseignement.....* 624

*B. L'équilibre entre les réseaux : le poids de l'histoire .....* 626

*C. Au-delà des réseaux, le traitement approprié aux besoins  
financiers des établissements .....* 632

**VIII.2. Les avantages sociaux .....** 634

**C. const., arrêt n° 56/2003 du 14 mai 2003**

Avantages sociaux – Octroi limité à une liste exhaustive – Éga-

lité entre enseignement officiel subventionné et libre subventionné  
Avantages supplémentaires – Article 2, 10°, du décret du 7 juin 2007 –  
Égalité entre enseignement officiel subventionné et libre subventionné  
Avantages non listés – Distinction entre avantages sociaux (pas d’octroi) et  
avantages pédagogiques (octroi au seul enseignement officiel subventionné)  
Catégories d’établissements concernés – Enseignement spécialisé – Situation  
particulière

Extrait ..... 634

**Cass., arrêt du 7 juin 2007**

Avantages sociaux – Notion – Organisation normale de l’enseignement –  
Classes de dépaysement

Extrait ..... 636

**Cass., arrêt du 27 juin 2013**

Avantages sociaux – Notion – Organisation normale de l’enseignement *vs* aspect  
économique et financier des avantages – Classes de dépaysement

Extrait ..... 637

Observations..... 638

*A. Une notion évolutive... qui se fige (1959-2001)..... 639*

*B. Une notion figée... qui évolue (depuis 2001) ..... 642*

*1. Avantages sociaux, avantages supplémentaires et avantages  
pédagogiques ..... 642*

*2. Établissements de même catégorie ..... 647*

*3. Droit de créance pour les écoles libres..... 648*

**IX. La répartition des compétences en matière  
d’enseignement..... 651**

IX.1. L’exigence de légalité ..... 651

**C. const., arrêt n° 33/92 du 7 mai 1992**

Principe de légalité dans l’enseignement – Portée – Pouvoir réservé au législa-  
teur décréteil – Limites de la délégation – Enseignement universitaire – Droits  
d’inscription – Minima et maxima – Enseignement supérieur non universi-

taire – Minerval – Enseignement supérieur de promotion sociale – Droits pour frais administratifs

Extrait ..... 651

**C. const., arrêt n° 45/94 du 1<sup>er</sup> juin 1994**

Principe de légalité dans l'enseignement – Portée – Plans de rationalisation et de programmation – Délégation au gouvernement – Termes trop généraux

**C.E., arrêt n° 63.463 du 9 décembre 1996, asbl GERFA c. Communauté française**

Principe de légalité dans l'enseignement – Portée – Délégations antérieures à la révision constitutionnelle de 1988 – Interprétation conforme – Statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française – Régime des congés et mise en disponibilité pour maladie – Arrêté excède l'habilitation

Observations..... 657

*A. Le champ d'application de l'exigence de légalité dans l'enseignement* ..... 658

*B. La portée de l'exigence de légalité dans l'enseignement* ..... 661

*1. Les principes généraux* ..... 661

*2. Les obligations du législateur décréteur* ..... 662

*2.1. L'obligation de fixer les éléments essentiels* ..... 662

*2.2. Les Limites de la délégation par le législateur décréteur* ..... 664

*3. Les obligations pour les autorités exécutives* ..... 668

*C. L'évaluation de la jurisprudence et des avis du Conseil d'État*..... 670

*1. Le principe de légalité reçoit-il réellement une portée plus stricte en matière d'enseignement que dans d'autres matières réservées au législateur ?* ..... 671

*2. Le principe de légalité en matière d'enseignement est-il appliqué de manière plus sévère depuis la révision de la Constitution de 1988 ?* ..... 672

*3. Le Conseil d'État et la Cour constitutionnelle sont-ils vraiment aussi sévères que certains le prétendent ?* ..... 673

**IX.2. Le transfert des compétences de pouvoir organisateur de la communauté à un organe autonome ..... 677**

**C. const., arrêt n° 40/2011 du 15 mars 2011**

Enseignement – Communauté flamande – Conseil de l’enseignement communautaire – Organe autonome – Compétence – Principe de légalité – Neutralité de l’enseignement communautaire

Extrait ..... 677

Observations..... 679

*A. Une demande flamande..... 680*

*B. Une délégation décidée à la majorité spéciale ..... 681*

*C. L’application de l’article 24, paragraphe 2, de la Constitution .... 684*

*1. En Communauté flamande..... 684*

*2. En Communauté française..... 686*

*D. Quelle articulation au sein de l’article 24 de la Constitution ?... 688*

**IX.3. Les compétences fédérales en matière d’enseignement..... 692**

**C. const., arrêt n° 14/92 du 27 février 1992**

Enseignement – Compétences des communautés – Compétences réservées au législateur fédéral – Fixation du début et de la fin de l’obligation scolaire

Extrait ..... 692

**C. const., arrêt n° 44/2005 du 23 février 2005**

Enseignement – Compétences des communautés – Compétences réservées au législateur fédéral – Conditions minimales pour la délivrance des diplômes

Extrait ..... 692

**C. const., arrêt n° 107/2009 du 9 juillet 2009**

Enseignement – Région bilingue de Bruxelles-Capitale – Compétences des communautés – Notion d’institution – Enseignement à domicile – Enfants domiciliés en région bilingue de Bruxelles-Capitale – Compétence de l’autorité fédérale

Extrait ..... 695

**C. const., arrêt n° 129/2011 du 14 juillet 2011**

Conditions d'accès à la profession – Compétence de l'autorité fédérale – Professions juridiques – Exigences de diplôme – Compétences des communautés – Reconnaissance d'équivalence de diplômes – Compétences réservées au législateur fédéral – Conditions minimales pour la délivrance des diplômes

Extrait .....	695
Observations.....	696
<i>A. Compétence de principe des communautés et compétence de l'autorité fédérale</i> .....	697
1. <i>Compétence matérielle de l'autorité fédérale</i> .....	698
<i>La fixation de l'âge de début et de fin de l'obligation scolaire</i> .....	698
<i>Les conditions minimales de délivrance des diplômes</i> .....	700
<i>Le régime des pensions</i> .....	702
2. <i>Compétence territoriale de l'autorité fédérale</i> .....	704
<i>B. Enseignement v. matières relevant de l'autorité fédérale</i> .....	707

**IX.4. L'enseignement et l'emploi des langues** ..... 713

**C. const., arrêt n° 44/2005 du 23 février 2005**

Droit constitutionnel – Compétences des communautés – Emploi des langues dans l'enseignement – Compétences fédérales – Emploi des langues dans la Région de Bruxelles-Capitale

Extrait .....	713
---------------	-----

**C. const., arrêt n° 7/2012 du 18 janvier 2012**

Compétences des communautés – Enseignement – Communauté flamande – Droit de priorité en région bilingue de Bruxelles-Capitale – Mode de preuve de l'usage du néerlandais dans le milieu familial – 1. Champ d'application territorial – 2. Loyauté fédérale

Extrait .....	715
---------------	-----

**C. const., arrêt n° 28/2015 du 12 mars 2015**

Droit constitutionnel – 1. Compétences des communautés – Communauté flamande – Emploi des langues – Enseignement – Exigences de connaissances linguistiques pour les enseignants des écoles libres subventionnées – Champ d'application territorial – Établissements d'enseignement situés dans les com-

munes à statut linguistique spécial – 2. Compétences fédérales – Emploi des langues – Compétence résiduelle

Extrait .....	720
Observations.....	726
<i>A. Les travaux préparatoires des articles 129 et 130 de la Constitution</i> .....	727
<i>B. La langue comme matière d'enseignement</i> .....	730
<i>C. La langue dans laquelle les cours sont donnés</i> .....	732
<i>D. La capacité linguistique des enseignants</i> .....	736
<i>E. La langue de l'élève et de sa famille</i> .....	740
<b>IX.5. La réglementation applicable aux écoles des communes à facilités</b> .....	<b>746</b>

**C. const., arrêt n° 124/2010 du 28 octobre 2010**

Enseignement – Communauté flamande – Enseignement fondamental – Écoles francophones des communes périphériques – Implications de l'application territoriale du décret – 1. Objectifs finaux et de développement – 2. Conditions d'agrément – a. Contrôle de l'inspection pédagogique – b. Conclusion d'un contrat ou d'un plan de gestion avec un centre d'encadrement des élèves – c. Application des programmes d'études de la Communauté flamande

Extrait .....	746
Observations.....	761
<i>A. Quelles communes à facilités et quelles écoles ?</i> .....	762
<i>B. Compétence territoriale des communautés en matière d'enseignement : exclusivité de la compétence communautaire, en ce compris dans les communes à facilités</i> .....	764
<i>C. Le décret interprétatif relatif aux écoles des communes à facilités</i> .....	765
<i>D. Limites aux compétences « matérielles » en matière d'enseignement en ce qui concerne les écoles des communes à facilités</i> .....	767
1. Absence d'habilitation au législateur spécial .....	767
2. L'article 4 de la Constitution .....	768



3. <i>L'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles</i> .....	769
4. <i>L'article 5 de la loi 21 juillet 1971</i> .....	772
5. <i>Portée des « facilités » relatives à l'application de la compétence d'enseignement à l'égard des écoles francophones de la région de langue néerlandaise</i> .....	776

<b>Index alphabétique</b> .....	783
---------------------------------	-----

<b>Table des décisions commentées</b> .....	787
---	-----

<b>Liste des auteurs</b> .....	797
--------------------------------	-----

<b>Liste des contributions</b> .....	799
--------------------------------------	-----